

Arakan : « opération de nettoyage » en cours



Fin juin, l'armée a annoncé le lancement d'une « opération de nettoyage » au niveau de villages situés dans l'état d'Arakan, dans le cadre des combats qui l'opposent à l'Armée de l'Arakan (AA). Si les autorités centrales ont réprouvé l'emploi d'un terme de sinistre mémoire, une opération de l'armée est bien en cours. Plus de 10 000 villageois auraient pris la fuite à la suite d'un ordre d'évacuation initialement lancé par les autorités locales en réponse à l'annonce de l'armée. **Burma Human Rights Network (BHRN)** fait état de maisons détruites par le feu dans le village de Kyauntan, d'arrestations de civils qui tentent d'échapper à la violence et de civils en fuite qui se dirigent vers les cantons de Rathedaung et de Sittwe et vers les villages alentours à la recherche d'un abri. BHRN souligne que cette opération se fait au mépris du droit humanitaire... et de la décision rendue par la Cour Internationale de Justice visant à protéger les Rohingya. Les représentations diplomatiques de l'Australie, du Canada, du Royaume-Uni et des Etats-Unis ont publié un communiqué pour faire part de leur inquiétude par rapport à l'impact historique de ces opérations militaires sur les civils. Alors que l'ONU s'alarme également des conséquences humanitaires de cette intensification des combats, l'impuissance à mettre un terme à la violence et à l'impunité de l'armée birmane reste de mise.

Décès de Kraisak Choonhavan : un fervent soutien des exilés birmans s'en est allé

Kraisak Choonhavan est décédé le 11 juin 2020 à l'âge de 72 ans. Cet homme politique thaïlandais est connu de tous les défenseurs des droits humains et activistes birmans pour la démocratie basés en Thaïlande, pays où tant de birmans ont trouvé refuge au lendemain de la répression du soulèvement démocratique de 1988. Durant des décennies, Kraisak Choonhavan a relayé les voix du mouvement pour la démocratie en Birmanie. Et il n'a eu de cesse de défendre la cause des migrants et des réfugiés birmans dans son pays, en ouvrant notamment plusieurs écoles pour les enfants de travailleurs birmans en Thaïlande. A l'annonce de sa disparition, nombre de nos partenaires birmans ont rendu un vibrant hommage à un engagement et à une personnalité hors-du-commun.

Black Lives Matter : déclinaisons birmanes

La mobilisation mondiale à la suite du meurtre de George Floyd aux Etats-Unis se répercute en Birmanie, où des activistes de la société civile ont adressé une **lettre ouverte** au peuple américain, évoquant une expérience commune de racisme et d'injustice sociale structurels. De jeunes militants birmans ont récemment lancé la campagne « **don't call me kalar** » sur les réseaux sociaux, en référence à ce terme péjorativement employé aujourd'hui en Birmanie pour désigner une personne musulmane et/ou perçue comme étrangère... Un sujet clivant, comme l'illustrent les critiques suscitées par cette campagne. Si supprimer l'usage d'un mot ne peut venir à bout de la discrimination institutionnalisée à l'œuvre en Birmanie, pour les initiateurs de cette campagne ce serait un premier pas. Enfin, la campagne « *Black4Rohingya* » était aussi visible sur les réseaux sociaux ce mois-ci, à l'occasion du 13 juin. Il s'agit d'une campagne antérieure au mouvement Black Lives Matter. Lancée en 2013, elle demandait aux sud-africains de porter du noir pour commémorer les massacres de Rohingya commis en juin 2012 et s'est ensuite élargie. Autant de convergences dans la lutte pour l'égalité.



Don't call me ကလား

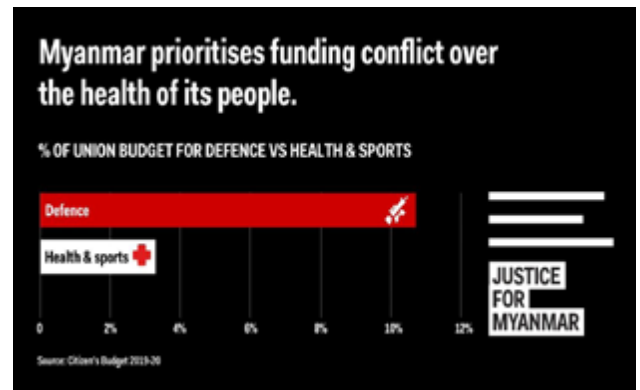
Mines de jade dans le Kachin : le secteur de la machinerie de nouveau mis en cause

Dans un **nouveau rapport**, **Swedwatch** pointe le rôle des entreprises Caterpillar Inc, Komatsu Ltd et Volvo AB qui dominent le marché de la machinerie à Hpakant, une région minière située dans l'état Kachin fournissant 90 % du jade mondial. Dominée par l'armée, cette industrie tire profit et contribue aux violations des droits humains perpétrés dans les zones de conflit dans l'état Kachin. Depuis le début des années 2000, un afflux de machinerie lourde a accéléré l'extraction de jade, autour de laquelle des pratiques irresponsables impactent lourdement les droits humains (glissements de terrain, perte de terres et de moyens de subsistance...). L'auteur du rapport estime notamment que si Caterpillar Inc prenait le temps d'écouter les témoignages et d'analyser les données, elle pourrait transformer tout le secteur et changer la vie de milliers de familles. En 2018 déjà, Swedwatch avait publié un rapport qui traçait le lien entre les violations des droits humains dans le Kachin, l'industrie du jade et les principaux fournisseurs en machinerie du secteur. Mise en cause dans celui-ci, Volvo SA a mené une évaluation de son action et conclut à son absence de responsabilité. Quant à Caterpillar Inc (USA) et Komatsu Ltd (Japon), ils n'ont toujours pas évalué l'impact de leurs produits sur les droits humains.

Le Parlement revoit à la baisse les ambitions budgétaires de la Défense

En mai dernier, et pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir de la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND), le Parlement de l'Union a refusé de valider une partie de la demande de budget additionnel émanant du Ministère de la Défense, à hauteur d'environ 7,5 millions de dollars USD. Il y a de quoi faire. Depuis 2012-2013, le budget de la Défense représente entre 13 et 15 % du budget global de l'Etat.

Il ne faut pas s'y tromper : si le budget de l'armée a diminué cette année en pourcentage du budget total de l'Etat (11 %), le budget global alloué à l'armée a quant à lui... augmenté ! La campagne citoyenne **Justice for Myanmar** a récemment dénoncé l'extravagance des dépenses de la Défense par rapport à celle de la Santé, notamment, en ces temps de pandémie mondiale.



Kirin fait appel au cabinet Deloitte pour évaluer ses partenariats commerciaux

Voilà des mois que le géant de la bière Kirin doit revoir ses partenariats commerciaux en Birmanie. En août 2019, les enquêteurs de l'ONU avaient révélé que cette multinationale japonaise détenait 51 % des parts de « Myanmar Brewery » et de « Mandalay Brewery », le reste étant détenu par la MEHL (*Myanmar Economic Holding Public Company Limited*), l'un des puissants conglomérats de l'armée. En 2018, **Amnesty International** dénonçait des donations de Kirin à l'armée, effectuées au moment des « opérations de nettoyage » menées à l'encontre des Rohingya en 2017. Depuis, Kirin est à la recherche d'options pour ses affaires. En février 2020, elle avait annoncé une évaluation stratégique de ses activités en Birmanie, puis fait savoir que ses demandes d'informations auprès de la MEHL n'avaient pas abouti. Kirin a déclaré prendre son engagement en Birmanie au sérieux et vouloir s'assurer du respect des plus hauts standards... en matière de transparence et de respect des droits humains ? Pour l'heure, elle gagne du temps face à une configuration commerciale intenable. Ce mois-ci, Kirin annonce faire appel à Deloitte Touche Tohmatsu Limited (DTTL) pour mener une évaluation indépendante de la structure financière et de la gouvernance de ses partenaires commerciaux birmans. Bientôt l'épilogue ?

FOCUS DU MOIS



Ce mois-ci, **Progressive Voice** publie un rapport sur la manière dont l'armée birmane a – avec l'aval de la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) – fait de la pandémie de Covid-19 une arme aux fins d'intensification de sa répression à l'encontre des communautés ethniques, des défenseurs des droits de l'Homme et des médias, tout en promouvant une vision du pays dans laquelle son rôle permanent dans la vie politique est assuré.

A NATION LEFT BEHIND: Myanmar's Weaponization of COVID-19



Ce rapport commence le 23 mars, date à laquelle le gouvernement a fait trois déclarations qui ont ensuite permis le renforcement du pouvoir des militaires : l'annonce de la présence de la maladie dans le pays, la qualification de l'Armée de l'Arakan (AA) en tant qu'organisation terroriste et l'ordre du Ministère de la communication et des transports de bloquer les sites d'information véhiculant de « fausses informations ». Les auteurs de ce rapport soulignent qu' « *au mieux l'administration LND est un partenaire silencieux des crimes de l'armée ; au pire elle a mis en place un cadre juridique qui facilite la poursuite des violations des droits humains par l'armée, sur fond de crise sanitaire mondiale majeure* ».

Lien vers le [rapport complet](#) (en anglais)

Lien vers le [communiqué de presse](#) (en anglais)